

IL FAUT UN CONTENU SOCIAL À LA RELANCE !

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS LE 29 JANVIER !

Si les salariés ne sont pas responsables de la crise économique, aggravée par la crise financière, ils ne doivent pas en payer le prix, en particulier les plus précaires.

Cette crise ne doit accroître ni l'exclusion ni les inégalités entre salariés. La CFDT exige des entreprises, du patronat et de l'État des réponses en termes d'emploi, de pouvoir d'achat et de conditions de travail. Elle fait des propositions pour répondre en priorité aux salariés les plus menacés par la crise.

Agir pour des résultats

- Avec sept autres syndicats (CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, Solidaires, FSU), la CFDT a décidé d'une grande mobilisation. Le 29 janvier 2009, les salariés doivent être nombreux pour **dénoncer une crise qui accroît les inégalités et la précarité** et pour **imposer la priorité au maintien de l'emploi et l'amélioration des garanties collectives**.
- La CFDT est un syndicat qui ne néglige pas la mobilisation et la dénonciation, mais qui les utilise pour trouver des solutions pour les salariés.
- Elle s'y est employée notamment avec l'accord de modernisation du marché du travail qui constitue un pas important dans la sécurisation des parcours professionnels, mais aussi avec l'accord sur l'indemnisation du chômage et du chômage partiel. Des accords qui constituent de vrais changements, notamment pour les salariés les plus précaires.

Salariés : les oubliés de la relance

- L'État a dû mettre des milliards pour sauver le système bancaire et aider des entreprises. Il doit exiger de celles-ci des **contreparties sociales pour préserver l'emploi, réduire les inégalités et la précarité**.
- L'État doit aussi mettre des moyens financiers pour les plus démunis, pour le logement social afin d'aider à la relance économique, l'accès au crédit et améliorer le pouvoir d'achat.
- Pour financer cette politique, la CFDT revendique la **suspension du bouclier fiscal**.

Tout faire pour préserver l'emploi

- La réalité de la crise n'est pas contestable, mais il est inadmissible que des employeurs en profitent pour accélérer des restructurations. Il est intolérable que des entreprises privilégient la rentabilité financière au détriment de l'emploi.
- Tout doit être fait pour **maintenir le plus grand nombre de salariés dans l'emploi** avec une attention particulière aux intérimaires et aux CDD. Toute mesure permettant le maintien de l'emploi est préférable au licenciement. Mais les entreprises doivent justifier ►

[RESPECTÉS]

IL FAUT UN CONTENU SOCIAL À LA RELANCE !

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS LE 29 JANVIER !

les raisons de ces mesures. Qu'il s'agisse de l'utilisation de comptes épargne temps, de jours de RTT, de chômage partiel, ces mesures doivent être négociées et équitables.

- L'indemnisation du chômage partiel vient d'être améliorée, en passant de 50 à 60 % du salaire horaire, grâce à l'accord signé par la CFDT. **Ces périodes de chômage doivent être utilisées pour des formations** préparant mieux les salariés à leur avenir.

Réduire les inégalités, améliorer le pouvoir d'achat

- Au fil des ans, les inégalités se sont fortement accrues. Dans les entreprises et les fonctions publiques, les négociations salariales doivent aboutir à une **répartition plus juste des richesses** et mettre un terme aux abus (encadrement des primes, des stock options ; suppression des parachutes dorés...).

- La défiscalisation des heures supplémentaires coûte cher à la société. Elle pousse des entreprises à accroître les heures supplémentaires et à renvoyer les CDD et les intérimaires au chômage.

- La CFDT revendique la **suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires** et la **remise en débat des lois sur la durée du travail**.

Une relance économique qui prépare notre avenir

- Depuis longtemps, la CFDT critique un système qui privilégie le profit à court terme, peu respectueux de l'avenir de la planète, et met à mal la cohésion sociale.

- La relance économique indispensable doit préparer le monde de demain. Il faut investir dans les équipements publics, dans des transports moins gourmands en énergie, améliorer la qualité de l'habitat pour économiser l'énergie... Nous voulons que la France et l'Europe mettent les moyens **pour une économie du développement durable**, créant des emplois et améliorant les conditions de vie sur la planète.

- La France et l'Europe doivent aussi agir pour mettre un terme à la spéculation, aux paradis fiscaux, à l'opacité des systèmes financiers. Il faut **imposer des règles sociales et environnementales** dans le commerce mondial.

Pour obtenir des résultats
Aujourd'hui, j'adhère !



Coupon à retourner à : (Contact local)

www.cfdt.fr

Nom, Prénom

Adresse

Téléphone

Établissement

Secteur d'Activités

Je souhaite avoir des informations sur la CFDT

Je souhaite adhérer à la CFDT